

Pour rappel, la Chine, les U.S.A. et l'Europe ont un fonctionnement respectif très différent :

- Aux U.S.A. la croissance s'appuie exclusivement sur la consommation privée, les ménages dépensent plus que leurs revenus, n'épargnent pas, et l'État intervient relativement peu dans l'économie. De plus, pour dépenser il faut travailler, le chômage étant beaucoup moins indemnisé qu'en Europe. A long terme le déséquilibre structurel persiste, mais la question est de savoir jusqu'à quand les U.S.A. pourront consommer davantage qu'ils ne produisent, c'est-à-dire combien de temps encore le reste du monde acceptera-t-il de produire et de livrer aux U.S.A. des biens et des services que les Américains consomment, sans jamais les payer autrement qu'en émettant toujours plus de dollars ? Sans doute aussi longtemps que le dollar restera la seule devise internationale, ce qui nous ramène à la destinée de l'euro ... seule alternative éventuelle future ...

- En Chine, autre modèle déséquilibré, peu de consommation intérieure, la croissance s'appuie sur l'exportation de biens et, en interne, sur l'investissement, surtout immobilier, avec aussi beaucoup de thésaurisation. On peut s'interroger sur l'avenir de ces investissements, disproportionnés si la croissance devait se réduire durablement, dans une économie qui deviendrait de plus en plus déséquilibrée.

- En Europe, caractérisée par des situations contrastées d'un pays à l'autre, on observe une plus grande épargne des ménages, ainsi qu'une plus grande intervention publique dans l'économie, notamment les transferts de redistribution, avec pour conséquence les déficits accumulés depuis le début des années '70, et dont la résorption, devenue urgente, nous apparaît si douloureuse en 2012.

Un second indicateur intéressant consiste à interroger les acteurs économiques, notamment les chefs d'entreprise, sur leur « sentiment » à propos de l'évolution de l'économie dans les prochains mois, le ratio s'obtenant en comparant le nombre d'optimistes qui disent que cela ira plutôt mieux, avec le nombre de leurs contradicteurs. Au fil des mois on obtient une courbe qui confirme, voire anticipe, la courbe de croissance, or, en Europe depuis début-2011 la tendance est baissière, avec un léger mieux début 2012, dont on ne sait pas encore s'il est durable ou passager.

Un dernier paramètre important à considérer dans notre diagnostic du contexte économique est l'inflation, normalement un corollaire de la croissance, mais qui, en Europe, se maintient voire s'aggrave, malgré la récession, principalement en raison du renchérissement du pétrole, dont le prix en euro résulte d'un cours élevé du baril conjugué avec un affaiblissement (pour nous) du taux de change entre l'euro et le dollar.

Ceci est particulièrement le cas en Belgique, où l'inflation avoisine toujours 3,66 % en 2012, soit plus que dans la zone euro (où l'on prévoit, par ailleurs, une inflation entre 2,5% et 3,0%) et en particulier plus que nos voisins directs, ce qui est dommageable pour une économie ouverte comme la nôtre. Par ailleurs, il faut s'habituer à un pétrole plus cher, même si cela déplaît.

LA PROBLÉMATIQUE DE LA ZONE EURO : SES MEMBRES DIVERGENT, UN PROBLÈME ÉCONOMIQUE, FINANCIER, ET DE GOUVERNANCE ...

Depuis l'avènement de l'euro, la croissance a permis de masquer ou de retarder pendant une dizaine d'années une réalité devenue incontournable aujourd'hui : on ne peut partager une même monnaie sans réunir une des conditions suivantes :

- soit un niveau de performance et de développement homogène parmi les États.
- soit un mécanisme qui compense les variations entre les États, et qui peut prendre deux formes lui aussi :
 - la mobilité des acteurs économiques (entreprises et travailleurs).
 - la solidarité, via des transferts publics des « riches » vers les « pauvres ».

Dans la zone dollar, c'est-à-dire aux États-Unis, ces deux mécanismes existent et fonctionnent. Dans la zone euro ils sont insuffisants tous les deux, alors que les disparités entre états sont criantes, comme l'atteste le coût salarial unitaire dans l'industrie, qui tient compte de la productivité pour corriger le coût salarial nominal en euro dans les différents pays : si l'on part d'un indice 100 en 2000, on observe combien les économies européennes ont divergé les unes par rapport aux autres : Allemagne 95, Pays-Bas 100, Belgique, France, Portugal 110, Espagne 125, Italie 140, Grèce 155 ;

En toute logique, les travailleurs grecs devraient émigrer massivement en Allemagne (correction par la mobilité, comme cela se fait entre États aux U.S.A.) ou bien l'Allemagne devrait transférer des ressources vers la Grèce (comme la Californie finance les États pauvres via les contributions fédérales aux U.S.A.). Rien de cela n'existe de manière suffisante en Europe pour compenser ces écarts, ce qui nous conduit vers un « grand écart » si douloureux aujourd'hui.

Cette divergence entre économies induit une divergence financière et bancaire, mesurée par l'évolution des dépôts dans les banques des différents États :

Au départ d'un indice égal à 100 en janvier 2010, le montant déposé dans les banques fin 2011 s'élevait à : 75 en Grèce, 90 en Irlande, 102 en Espagne, 103 aux Pays-Bas, 105 en Belgique, 108 en Allemagne, 112 en Italie et au Portugal, 115 en France, ...

En clair, les épargnants grecs (et autres) retirent en partie leurs économies pour ... vivre, ou les placent en lieu sûr (en Allemagne, par exemple) par défiance ...

Nous observons donc un triple problème, économique (croissance, compétitivité, inflation, dette...), financier (dépôts bancaires, taux d'intérêt) et de gouvernance (manque de mobilité et de solidarité entre États).